

Art. 2. Peuvent subir des épreuves spécifiques supplémentaires :

- 1° le candidat officier et le candidat sous-officier de réserve;
- 2° la candidat à une fonction au sein de la gendarmerie;
- 3° le candidat para-commando;
- 4° le candidat à une fonction pour laquelle une sélection supplémentaire s'avère indispensable.

Art. 3. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

Art. 2. Kunnen bijkomende specifieke proeven ondergaan:

- 1° de kandidaat-reserveofficier en de kandidaat-reserveonderofficier;
- 2° de kandidaat voor een functie bij de rijkswacht;
- 3° de kandidaat-para-commando;
- 4° de kandidaat voor een betrekking waarvoor een bijkomende selectie onontbeerlijk blijkt.

Art. 3. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

F 91 — 242

14 JANVIER 1991. — Arrêté royal relatif aux absences pour motif de santé des miliciens

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, notamment les articles 21 et 52;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 21, § 1er et § 3, de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens est mis en vigueur.

Art. 2. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux miliciens à partir du moment où ils sont effectivement remis à l'autorité militaire jusqu'à leur envoi en congé illimité.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° exemption pour motif de santé : l'exemption complète du service pour motif de santé pour une durée déterminée à l'exclusion de l'exemption particulière se rapportant à des prestations spécifiques;

2° au quartier : dans l'unité ou dans une institution médicale militaire spécialisée.

Art. 3. § 1er. Le milicien qui a été jugé apte au service et qui, pour des raisons de santé, ne peut pas donner suite à son appel sous les armes doit se présenter au commandant de place ou, à défaut de celui-ci, au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche.

S'il ne peut se déplacer il doit prévenir cette autorité. Celle-ci ordonne un examen par un médecin militaire ou agréé.

L'unité de l'intéressé est en tout cas mise au courant de l'inaptitude.

Le milicien qui réside à l'étranger et qui, pour des motifs de santé, n'est pas en état d'entamer son terme de service actif doit délivrer une attestation médicale conjointement avec son ordre de rejoindre au bourgmestre de son domicile de milice.

Si l'inaptitude ne dépasse pas les dix jours, le milicien rejoint son unité après cette période. Dans le cas contraire, le milicien reçoit un nouvel ordre de rejoindre.

§ 2. Si une hospitalisation de longue durée ou une inaptitude définitive semble probable, un examen médical est effectué sans délai par un médecin militaire des cadres actifs revêtu du grade de médecin capitaine au moins.

En tout cas, avant l'expiration d'un an depuis son premier appel, le milicien est appelé à se présenter dans une institution médicale militaire spécialisée ou le cas échéant, pour être soumis à un

N. 91 — 242

14 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de afwezigheden om gezondheidsredenen van de dienstplichtigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen, inzonderheid op de artikelen 21 en 52;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het artikel 21, § 1 en § 3, van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen wordt in werking gesteld.

Art. 2. § 1. Dit besluit vindt toepassing op de dienstplichtigen vanaf het ogenblik dat zij effectief aan de militaire overheid overgegeven werden totdat zij met onbepaald verlof worden gezonden.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° vrijstelling om gezondheidsredenen : de volledige vrijstelling van dienst om gezondheidsredenen voor een bepaalde duur met uitsluiting van de bijzondere vrijstelling die betrekking heeft op specifieke prestaties;

2° binnen het kwartier : in de eenheid of in een gespecialiseerde militaire medische inrichting.

Art. 3. § 1. De dienstplichtige die geschikt voor de dienst bevonden werd en geen gevolg kan geven aan zijn oproeping onder de wapens wegens gezondheidsredenen moet zich melden bij de plaatscommandant of, bij ontstentenis daarvan, bij de commandant van de dichtbijgelegen rijkswachtbrigade.

Indien hij zich niet kan verplaatsen moet hij deze autoriteit waarschuwen. Deze overheid gelast een onderzoek door een militair of aangenomen geneesheer.

De eenheid van betrokkene wordt in elk geval op de hoogte gebracht van de ongeschiktheid.

De dienstplichtige die in het buitenland verblijft en wegens gezondheidsredenen niet in staat is zijn werkelijke diensttermijn aan te vangen dient een medisch attest te bezorgen aan de burgemeester van zijn militiewoonplaats, samen met zijn oproepingsorder.

Indien de ongeschiktheid niet meer dan tien dagen bedraagt vervoegt de dienstplichtige zich na deze periode bij zijn eenheid. In het tegengesteld geval ontvangt de dienstplichtige een nieuw oproepingsorder.

§ 2. Indien een langdurige ziekenhuisopname of een definitieve ongeschiktheid waarschijnlijk lijkt wordt onverwijld een medisch onderzoek verricht door een militair geneesheer van het actief kader, die tenminste bekleed is met de graad van geneesheer-kapitein.

De dienstplichtige wordt in alle geval vooraleer een jaar verstrijkt sedert zijn oorspronkelijke oproeping, opgeroepen om zich in een daartoe aangewezen gespecialiseerde militaire medische inrichting

examen médical effectué par un médecin militaire des cadres actifs revêtu du grade de médecin capitaine au moins.

Art. 4. § 1er. Sont considérés comme absents pour motif de santé :

1° les miliciens exemptés de service pour motif de santé par un médecin compétent habilité par le chef du service médical et mentionné au règlement visé à l'article 14;

2° les miliciens admis soit dans une institution médicale militaire spécialisée soit dans un hôpital civil dans les cas mentionnés au règlement visé à l'article 14;

3° les miliciens en congé de convalescence, octroyé par un médecin compétent habilité par le chef du service médical et mentionné au règlement visé à l'article 14;

4° les miliciens renvoyés dans leur foyer en attendant la décision d'une commission militaire d'aptitude et de réforme;

5° les miliciens internés par décision judiciaire ou administrative en application des dispositions de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

§ 2. Sauf en cas d'admission dans une institution médicale spécialisée soit militaire soit civile, les congés et absences autorisées ne sont pas interrompus pour motifs de santé.

Seules les exemptions octroyées par un médecin compétent peuvent rendre régulière une absence.

Art. 5. § 1er. Une exemption pour motif de santé ne peut rétroagir plus de vingt-quatre heures.

§ 2. Une exemption pour motif de santé ne peut être accordée au quartier pour plus de sept jours à la fois.

§ 3. Une exemption pour motif de santé ne peut être accordée hors du quartier au milicien qui est capable de se rendre à son unité afin d'y être soigné.

Une exemption pour motif de santé ne peut être accordée hors du quartier pour plus de deux jours à la fois.

Pendant cette période le milicien ne peut obtenir de congé ou de permission et ne peut quitter son domicile, sauf dans des circonstances spécifiques déterminées au règlement visé à l'article 14.

Si la durée de la maladie à domicile atteint ou atteindra plus de six jours, le milicien doit être immédiatement admis dans une institution militaire médicale spécialisée.

Pour l'application de l'alinéa 4, les périodes de permission ordinaire automatique qui sont incluses dans des périodes de maladie sont imputées comme des périodes de maladie.

La durée du séjour dans cette institution est déterminée par la durée du traitement.

§ 4. L'exécution d'une punition disciplinaire est suspendue par l'octroi d'une exemption pour motif de santé.

Art. 6. Le congé de convalescence peut être accordé au milicien dont l'état de santé ne nécessite plus la prolongation de son séjour dans une institution militaire médicale spécialisée mais ne permet pas encore la reprise du service.

Art. 7. Le milicien peut, pour autant que son état de santé ne nécessite plus de soins médicaux, être renvoyé dans ses foyers ou dans une institution militaire médicale spécialisée dans l'attente d'une décision d'une commission militaire d'aptitude et de réforme.

Art. 8. Le milicien interne est soumis à la décision d'une commission militaire d'aptitude et de réforme.

Art. 9. Le milicien qui est absent pour motif de santé doit se conformer aux règles administratives prévues dans le règlement visé à l'article 14.

Art. 10. La durée de l'absence pour motif de santé ne peut dépasser la fin du terme de service actif.

Sous réserve des articles 23 et 25 de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, le milicien est ensuite envoyé en congé illimité.

Art. 11. Le chef de corps ou le médecin d'unité peuvent, à tout moment et selon les modalités déterminées par le chef de l'état-major général, demander un examen par un médecin militaire en vue de la comparution du milicien devant une commission militaire d'aptitude et de réforme

te melden of in voorkomend geval aan een medisch onderzoek onderworpen te worden, verricht door een militair geneesheer van het actief kader die tenminste bekleed is met de graad van geneesheer-kapitein.

Art. 4. § 1. Afwezig om gezondheidsredenen worden geacht te zijn :

1° de dienstplichtigen die vrijgesteld van dienst zijn om gezondheidsredenen door een daartoe bevoegd geneesheer aangewezen door de chef van de medische dienst en vermeld in het reglement bedoeld in artikel 14;

2° de dienstplichtigen die hetzij in een gespecialiseerde militaire medische inrichting zijn opgenomen hetzij in een burgerlijk ziekenhuis in de gevallen vermeld in het reglement bedoeld in artikel 14;

3° de dienstplichtigen met herstelveerf, toegekend door een daartoe bevoegd geneesheer aangewezen door de chef van de medische dienst en vermeld in het reglement bedoeld in artikel 14;

4° de dienstplichtigen die in hun haardstede werden teruggezonden in afwachting van de beslissing van een militaire commissie voor geschiktheid en reform;

5° de dienstplichtigen die bij gerechtelijke of administratieve maatregel geïnterneerd zijn met toepassing van de bepalingen van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers.

§ 2. Behalve in geval van opname in een gespecialiseerde medische inrichting, hetzij van militaire hetzij van burgerlijke aard, worden de verloven en de toegestane afwezigheden niet onderbroken om gezondheidsredenen.

Alleen de vrijstellingen verleend door een bevoegd geneesheer kunnen een afwezigheid wettigen.

Art. 5. § 1. Een vrijstelling om gezondheidsredenen kan niet meer dan vierentwintig uur in de tijd terugwerken.

§ 2. Een vrijstelling om gezondheidsredenen mag binnen het kwartier niet voor meer dan zeven dagen tegelijk worden verleend.

§ 3. Een vrijstelling om gezondheidsredenen kan buiten het kwartier niet verleend worden aan de dienstplichtige die in staat is zich naar zijn eenheid te begeven om verzorgd te worden.

Een vrijstelling om gezondheidsredenen mag buiten het kwartier niet voor meer dan twee dagen tegelijk worden verleend.

Gedurende deze periode kan de dienstplichtige geen verlof of vergunning bekomen en mag hij zijn verblijfplaats niet verlaten, tenzij in welbepaalde omstandigheden die bepaald worden in het reglement bedoeld in artikel 14.

Indien de duur van de ziekte thuis meer dan zes dagen bereikt of zal bereiken, moet de dienstplichtige onmiddellijk ongenomen worden in een gespecialiseerde militaire medische inrichting.

Voor de toepassing van het vierde lid worden de periodes van automatische gewone vergunning die ingesloten worden door ziekteperiodes meegeteld als ziekteperiode.

De duur van het verblijf in deze inrichting wordt door de duur van de behandeling bepaald.

§ 4. De uitvoering van een tuchtrechtelijke straf wordt opgeschort door de verlening van een vrijstelling om gezondheidsredenen.

Art. 6. Herstelveerf kan worden verleend aan de dienstplichtige wiens gezondheidstoestand de verlenging van zijn verblijf in een gespecialiseerde militaire medische inrichting niet meer vereist, maar het nog niet mogelijk maakt de dienst te hervatten.

Art. 7. De dienstplichtige kan, voor zover zijn gezondheidstoestand geen medische verzorging meer behoeft, in afwachting van de beslissing van een militaire commissie voor geschiktheid en reform naar zijn haardstede of naar een gespecialiseerde militaire medische inrichting gezonden worden.

Art. 8. De geïnterneerde dienstplichtige wordt aan de beslissing van een militaire commissie voor geschiktheid en reform onderworpen.

Art. 9. De dienstplichtige die afwezig is om gezondheidsredenen moet zich houden aan de administratieve voorschriften vervat in het reglement bedoeld in artikel 14.

Art. 10. De duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen mag het einde van de werkelijke dienststermijn niet overschrijden.

Onder voorbehoud van de artikelen 23 en 25 van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen wordt de dienstplichtige vervolgens met onbepaald verlof gezonden

Art. 11. De korpscommandant of de eenheidsgeneesheer kunnen te allen tijde en volgens de nadere regels bepaald door de chef van de generale staf een onderzoek door een militair geneesheer aanvragen met het oog op de verschijning van de dienstplichtige voor een militaire commissie voor geschiktheid en reform.

Art. 12. Si le médecin, chargé de l'examen d'office ou à la demande du chef de corps, estime que le milicien est définitivement inapte au service, le chef de corps soumet le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme.

Art. 13. Le médecin mentionné à l'article 12 doit appartenir aux cadres actifs et avoir le grade de médecin capitaine au moins.

Art. 14. Les modalités pratiques et les règles de détail relatives à l'absence pour motif de santé des miliciens seront précisées par le chef de l'état-major général dans un règlement.

Art. 15. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

Art. 12. Acht de geneesheer, die amtsshalve of op aanvraag van de korpscommandant met het onderzoek is belast, de dienstplichtige voor de dienst definitief ongeschikt, dan legt de korpscommandant het geval voor aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform.

Art. 13. De geneesheer waarvan sprake in artikel 12 moet tot de actieve kadérs behoren en minstens de graad van geneesheer-kapitein bezitten.

Art. 14. De praktische regels en de nadere voorschriften met betrekking tot de afwezigheid om gezondheidsredenen van dienstplichtigen worden door de chef van de generale staf nader omschreven in een reglement.

Art. 15. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

F. 91 — 243

24 DECEMBRE 1990. — Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1987 réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 12 novembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}

De l'allocation pour prestations supplémentaires

Article 1^{er}. Une allocation pour prestations supplémentaires dont le montant est fixé à 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour l'accomplissement, à la demande des autorités publiques, de tâches non militaires.

Art. 2. Une allocation dont le montant est fixé à 4/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

- 1^o la garde au quartier;
- 2^o le service de garde aux Palais royaux;
- 3^o le service de garde auprès des transports de munitions;
- 4^o le service de garde aux dépôts de munitions nucléaires;
- 5^o le service de garde aux centrales nucléaires;
- 6^o la mission de protection à l'aéroport de Zaventem;
- 7^o les prestations accomplies sur les lieux de l'accident, à la demande du service d'enquête sur les accidents d'aviation;
- 8^o la garde à bord d'un bâtiment de mer dans un port belge;
- 9^o la surveillance, organisée comme une garde, d'une installation militaire.

Art. 3. Une allocation dont le montant est fixé à 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

- 1^o le service de semaine ou de jour assuré par un adjudant, un sous-officier, un caporal, un ambulancier, un chauffeur ou une estafette;

N. 91 — 243

24 DECEMBER 1990. — Ministerieel besluit betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1987 tot regeling van de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Minister voor Openbaar Ambt, gegeven op 12 november 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I

Over de toelage voor bijkomende prestaties

Artikel 1. Een toelage voor bijkomende prestaties, waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor het vervullen, op verzoek van de openbare overheden, van niet-militaire taken.

Art. 2. Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 4/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

- 1^o wacht in een kwartier;
- 2^o wachtdienst aan de Koninklijke Paleizen;
- 3^o wachtdienst bij een munitietransport;
- 4^o wachtdienst bij een depot voor kernwapenmunitie;
- 5^o wachtdienst aan kerncentrales;
- 6^o beveiligingsopdracht op de luchthaven van Zaventem;
- 7^o prestaties op de plaats van het ongeval verricht op verzoek van de onderzoeksdienst ongevallen met vliegtuigen;
- 8^o de wacht aan boord van een schip in een Belgische haven;
- 9^o de bewaking, georganiseerd zoals een wacht, van een militaire installatie.

Art. 3. Een toelae waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 3/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

- 1^o week- of dagdienst waargenomen door een adjudant, onderofficier, korporaal, ambulancier, chauffeur of estafette;